

Face à l'épidémie, l'urgence sociale et démocratique

Selon les derniers chiffres officiels, le Covid-19 a fait 1 100 morts dans les hôpitaux dont 240 en 24h entre lundi et mardi. Des chiffres qui malheureusement s'emballent, sans compter les décès dans les Ehpad où l'épidémie gagne du terrain. La situation est dramatique dans le Grand Est qui enregistre 1/3 des décès et un effondrement du système de santé. Mais partout, le constat est le même : pénurie de masques ou de tests, manque de lits, de personnel qui se retrouve épuisé et pour nombre d'entre eux déjà contaminés. Alors que les salariés des urgences réclament des moyens depuis des mois, face à un pouvoir qui n'a lâché que des miettes, ces services se retrouvent complètement asphyxiés avec l'épidémie.

La situation s'aggrave partout, tant au niveau sanitaire qu'économique. D'après l'OMS, le bilan de cette pandémie atteindrait 18 000 morts dans 175 pays. Aujourd'hui, plus de 2,6 milliards d'habitants se retrouvent confinés, soit plus d'un tiers de la population mondiale. L'économie mondiale est menacée par les conséquences du krach financier. Partout, les Etats injectent des capitaux à fonds perdus, craignant l'explosion des bulles financières qui n'ont cessé de grossir. Lundi, le Dow Jones avait perdu 37 % de

sa valeur depuis février, soit quelque 10 000 milliards de dollars partis en fumée ! Le coronavirus révèle une crise sans précédent de ce monde capitaliste à bout de souffle, et partout, les gouvernements à leur service se préparent à nous faire payer la facture.

Etat d'urgence... et attaques anti-sociales

En France, le gouvernement vient de faire passer l'état d'urgence sanitaire pour 2 mois, sur le modèle de l'état d'urgence de 1955, en pleine guerre d'Algérie, et activé après les attentats de 2015. Incapable d'anticiper la gravité de la pandémie, la niant même au point de maintenir le 1er tour des élections municipales, le gouvernement navigue à vue. Après avoir retardé la mise en place du confinement, rendu indispensable par le manque critique de moyens dans les hôpitaux, il déploie maintenant son zèle dans les mesures policières et répressives.

Après les amendes de 135 euros, celles-ci passeront à 1500 euros en cas de récidive dans les 15 jours, pouvant aller même jusqu'à 3700 euros d'amende et six mois de prison ! Ce week-end, les premières garde-à-vue pour « non confinement » sont

**DROITS AUX CONGÉS PAYÉS, 35 HEURES...
LA LOI "URGENCE CORONAVIRUS" VA REVENIR
SUR LES CONQUIS SOCIAUX... SANS DATE LIMITE**



<https://twitter.com/AllanBARTE>

Sommaire

- 1-2 **Edito - Face à l'épidémie, l'état d'urgence sociale et démocratique**
- 3 **Dans la santé - Le CHU de Bordeaux, 1er CHU de France, fait appel aux dons pour acheter des respirateurs !**
GFT Blanquefort - Débrayage pour le retrait
- 4 **Dans l'éducation - « Continuité pédagogique » : grande mascarade et menaces à venir**
Dans l'éducation - Blanquer : incompétence et improvisation. Danger pour tout le monde !
- 5 **Leur société - Coronavirus. Face à l'incurie des pouvoirs publics, inquiétude dans une banlieue populaire**
- 6 **Dans l'aéronautique - Chez Safran « L'économie ne doit pas s'arrêter »**
Courrier des lecteurs - Grande distribution aberrante
- 7 **La Poste - Le coronavirus transforme les postiers en héros du quotidien**
A lire - Face au virus... quelques lectures utiles !

tombées, faisant écho à la démagogie réactionnaire de maires prononçant le couvre-feu sur leur commune, en visant surtout les quartiers populaires où le confinement est bien plus invivable que dans les quartiers riches avec piscines et jardins !

Sans compter que ce confinement indispensable pour faire barrage à l'épidémie est à géométrie variable quand il s'agit des intérêts du patronat et des actionnaires. Aucune condamnation n'est prévue contre les employeurs qui continuent à faire travailler les salariés sur des activités non indispensables... si ce n'est à augmenter leurs profits ! Aucune amende non plus si ceux-ci travaillent sans masques, ni gel hydroalcoolique ! Il a fallu des menaces de grève, des débrayages, des droits de retraits massifs pour contraindre des entreprises à fermer leurs portes, comme dans l'automobile ou à Michelin.

Tous ces politiciens qui accusent la population d'être « *indisciplinée* » parlent d'une même voix avec le patron du Medef, De Bézieux, quand il dit : « *on a besoin des héros quotidiens de l'entreprise pour aller produire* » ! Dans sa loi d'urgence, le gouvernement a même prévu le contournement du droit du travail sur les 35h, les congés, les RTT... « *Que les salariés prennent leurs congés payés pendant le confinement* » a même lancé Darmanin... Le ton est donné. Pénicaud vient de lever la limite de 48h par semaine, elle est désormais de 60 heures ! Et le temps de repos obligatoire entre deux journées passe de 11 à 9h...

Macron et ce gouvernement préparent « l'après », cherchant à présenter la facture aux classes populaires et aux travailleurs, par des mesures policières, mais aussi par la pression de « *l'union nationale* » ou du « *dialogue social* », reprise par cette gauche politique et syndicale si respectueuse des institutions. Ainsi, jeudi dernier, l'ensemble des députés, LFI et PCF compris, ont adopté à l'unanimité la loi des finances rectificative prévoyant le plan d'aide au patronat de 45 milliards d'euros. Vendredi, les 5 confédérations syndicales signaient avec le Medef et deux autres organisations patronales une déclaration assurant de leur

attachement au « *dialogue social* », rapidement dénoncée par des structures syndicales.

Contre l'incurie du pouvoir, nos exigences !

Aujourd'hui, l'incurie criminelle des classes dominantes et de leur personnel politique éclate au grand jour. Dans la santé, beaucoup dénoncent la pénurie de masques, de gel, de tests... dénoncent ces gouvernements successifs qui ont fermé 100 000 lits d'hospitalisation en 20 ans. Des chercheurs dénoncent l'abandon des programmes de recherche suite aux épidémies précédentes de coronavirus, pas assez rentables pour ces multinationales de la santé qui engrangent des milliards !

Plus que jamais, la socialisation de la santé, de la recherche est à l'ordre du jour. Elles ne peuvent dépendre du bon vouloir des actionnaires ! Il faut des moyens d'urgence pour la santé, à l'inverse de la politique de Macron et Le Maire qui prévoient pour les entreprises une garantie de 300 milliards de prêts bancaires (+ 1000 milliards par l'Europe), 45 milliards d'aides, dont le report du paiement des cotisations sociales, la

prise en charge intégrale du chômage partiel... et seulement 2 milliards pour l'Assurance maladie pour l'achat de masques et le paiement des arrêts maladie !

Le monde du travail doit formuler ses propres réponses, face à cette crise qui révèle la faillite du capitalisme. Cela signifie des mesures démocratiques imposées par en bas, des réquisitions d'entreprises au service de la lutte contre l'épidémie, l'expropriation des trusts pharmaceutiques et du matériel médical, l'interdiction des licenciements, la fermeture de la bourse et la mise en place d'un monopole public bancaire...

Face à la logique du profit et de la concurrence, incapable de faire face au virus malgré les progrès de la connaissance et de la technologie, incapable d'éviter le krach et la récession, l'heure est à mettre l'ensemble des richesses au service de la collectivité, sous son contrôle.

Mardi 24 mars



Confinement oblige, les publications papier du NPA33 passent en numérique.

Cette lettre électronique paraîtra de façon pour le moment hebdomadaire. N'hésitez pas à la diffuser autour de vous, à y abonner des amis directement sur npa33.org et à y contribuer. Pour cela envoyez vos articles, témoignages, réactions à anticapitalistes@npa33.org

A très bientôt pour construire un autre monde !

Dans la santé

Le CHU de Bordeaux, 1er CHU de France, fait appel aux dons pour acheter des respirateurs !

Sur plusieurs sites de presse, ce week-end, on apprenait la mise en place d'une « cagnotte en soutien au CHU de Bordeaux pour récolter des fonds afin de pouvoir financer tous les besoins matériels nécessaires à l'hôpital pour lutter contre le Covid-19 ».

Une cagnotte intitulée « tous ensemble contre le virus » et présentée par France Bleue comme « à l'initiative de bénévoles proches du CHU »...

sauf qu'en bas de l'article un nom apparaît, qui n'est autre que celui du DRH du CHU.

Ce mardi soir, sur son compte twitter, le service mécénat du CHU annonce que ce sont 2 respirateurs qui viennent d'être payés grâce à la cagnotte !

Dans les services, cette « initiative » révolte nombre de soignants qui, depuis des mois, des années, se battent pour exiger du matériel, du personnel, l'ouverture de lits dans les services d'urgence, de réanimation, et font face à un profond mépris ! Et ce qui révolte doublement, c'est que la direction puisse faire croire que cette initiative est celle des soignants. Non, les infirmières, les aides-soignantes, les agents de service ou les médecins ne demandent pas l'aumône, mais des moyens pour l'hôpital !

Les lits de réanimation et le matériel, respirateurs et autres, manquent cruellement, personnels et médecins font face à l'épidémie avec des moyens dérisoires, sans les protections nécessaires... mais cette situation n'est pas due à un accident. Le virus n'a fait que précipiter le drame.

En 20 ans, 100 000 lits ont été fermés dans les hôpitaux en France.

Depuis un an, les personnels hospitaliers, urgences en tête, se battent pour tenter d'éviter le pire. Il y a un mois, chose ja-



manif à Bordeaux en décembre 2019

mais vue, 1200 médecins professeurs de services hospitaliers démissionnaient de leurs responsabilités administratives ! Et cela dans l'indifférence générale des directions d'hôpitaux, de l'ARS, du gouvernement qui, au contraire, envoyait sa police contre les manifestants.

Et aujourd'hui, les mêmes glorifient les soignants et utilisent leur dévouement pour faire l'aumône pour acheter des respirateurs, dans le premier CHU de

France, 7^{ème} puissance mondiale et 3^{ème} pays exportateur d'armes, à l'heure où le gouvernement arrose de centaines de milliards le grand patronat et les banques !

Partout à l'hôpital et au-delà, la révolte est profonde. Et le personnel compte, non pas les pièces jaunes, mais les coups qu'il nous faudra rendre !

Isabelle Ufferte

GFT Blanquefort

Débrayage pour le retrait

En ce mardi 17 mars, pour l'équipe du matin, une seule question se posait : que va décider la direction face à notre inquiétude légitime sur le coronavirus ? Pour la direction, un seul son de cloche : continuité du travail, point barre.

Aux alentours de 9h15, on s'est regroupé, à plus de 180, en dehors de l'usine pour montrer notre inquiétude face à la continuité de l'activité. Un vote a eu lieu à la majorité des salariés CDI et intérimaires pour arrêter l'activité le plus tôt possible ! Une première à GFT !

Les délégués de FO et de la CGT ont pris l'initiative de discuter avec la direction

après le vote, et ça a débouché sur l'utilisation des RTT dans un premier temps (et de mettre en place le chômage partiel) au lieu de faire valoir son droit de retrait individuellement. Il en est ressorti la fin de l'activité à partir de midi.

Les salariés intérimaires voulant travailler pouvaient se rapprocher de la hiérarchie pour constituer des petits groupes de travail afin de préparer une reprise de l'activité sous de nouvelles conditions de travail quand la période serait propice.

Correspondant

Dans l'éducation

« Continuité pédagogique » : grande mascarade et menaces à venir

Blanquer vient d'annoncer que les établissements scolaires réouvriront le 4 mai, en essayant de se donner l'image de celui qui maîtrise la situation. On se rappelle que la veille de la fermeture totale, il annonçait qu'il n'en était pas question... Avec le même aplomb, il a lancé la « *continuité pédagogique* »... le prétendu engagement du ministère que les enseignants s'occuperaient à distance de tous les élèves.

Dans nos établissements, les directions ont sonné la mobilisation générale... Comment faire ? Sans formation, avec des outils du ministère inadaptés ou inopérants... Débrouillez-vous. Et pour les maternelles ? Faites au mieux... envoyez des exercices aux parents ! Et les élèves non-connectés ? Ils recevront les cours par la Poste... Deux jours plus tard, il n'en était plus question... impossible... Mais alors ? Téléphonnez-leur à chacun, faites cours quand même, avancez les programmes, évaluez... Et surtout, remplissez les cahiers de texte électroniques, que la hiérarchie puisse contrôler à distance que vous bossez.

Beaucoup de collègues veulent faire au mieux et refont leurs cours, les mettent en ligne, font des visio-conférences, corrigent des copies par mail... Mais quel est le sens de cette fuite en avant dictée par l'administration ? Nous seuls, travailleurs de l'éducation, en discutant et décidant démocratiquement, pourrions mettre en place des mesures adaptées pour garder un lien avec les enfants, en fonction de leur autonomie, continuer à leur proposer des activités... sans pour autant laisser croire à une quelconque « *continuité pédagogique* ». Au lieu de cela,

quelques élèves ont accès à des ersatz de cours. Combien d'élèves réellement ? En laissant combien sur le côté ? Exclut parce que non ou mal connectés, nombreux à la maison, ou parfois tout seuls, sans l'accompagnement nécessaire pour faire face aux difficultés des apprentissages. Dans ce contexte, de multiples officines privées d'enseignement

ou de soutien font flores pour ceux qui en ont les moyens ! Cette situation ne fera qu'accroître les inégalités.

Nous sommes de plus en plus nombreux à résister à ce jeu de dupe : on limite notre télétravail à des exercices de révision, des échanges avec les élèves, une ouverture culturelle... tout en sachant que c'est pour une minorité.



La « *continuité pédagogique* » de Blanquer est une faribole, du bluff pour faire croire que le ministère assure. Il nous faut le dénoncer dès à présent sans quoi une autre menace nous attend : celle de la progression de l'enseignement à distance à bas coût qui permettra d'économiser plus tard sur le dos de l'éducation. On entend déjà le discours : « *bravo, vous avez réussi en temps de crise... vous allez continuer en temps normal.* ». Ou pourquoi pas pendant les vacances d'été, ce qui sera permis par l'annualisation du temps de travail des enseignants ? Pas question de brader l'enseignement des jeunes et nos conditions de travail !

».

François Minvielle

Blanquer : incompetence et improvisation. Danger pour tout le monde !

La DGESCO (direction générale de l'enseignement scolaire) vient d'annoncer de nouvelles directives adressées aux écoles : l'élargissement de l'accueil des enfants de nouveaux personnels « *affectés aux missions d'aide sociale à l'enfance* », recouvrant les assistant-es de service social, techniciens d'intervention sociale et familiale (TISF), médecins, infirmières, puéricultrices, sages-femmes et psychologues.

Les enfants des personnels de soignants, accueillis dans les écoles depuis leur fermeture représentent un effectif très réduit, qui va donc être augmenté dans les jours qui viennent, y compris le week-end, en mobilisant entre autres les AESH « *bénévolement* ». Les enseignants volontaires se relaient à deux par jour ou un par demi-journée dans des conditions dont le ministère n'a que faire. Les consignes données relèvent d'une vaste plaisanterie : « *maximum de 8 enfants par classe en maintenant les gestes barrières, distance à 1m, lavage de mains 3 fois dans l'heure, y compris les élèves, net-*

toyage des poignées de porte et des surfaces de travail, éternuements dans la manche... ». Comment respecter cela quand les enseignants n'ont pas de masques, pour la plupart pas de matériel pour faire respecter des mesures d'hygiène qui ne peuvent de toute façon être appliquées ? Faire laver les mains aux enfants de maternelle trois fois par heure ? Les maintenir éloignés de leur maîtresse de plus d'un mètre tout en assurant leur soin, bobos à soigner, matériel à distribuer, couchage, etc ?

L'accueil des enfants de soignants est une nécessité et de nombreux collègues se portent volontaires. Mais les conditions d'accueil sont inacceptables, tant pour la protection des personnels enseignants que des soignants eux-mêmes. Comme pour la soi-disant « *continuité pédagogique* », les personnels doivent se débrouiller seuls, inventer, trouver eux-mêmes des solutions. Des solutions à élaborer collectivement, entre intervenant-es concerné-es...

Christine Héraud

Coronavirus

Face à l'incurie des pouvoirs publics, inquiétude dans une banlieue populaire

À Formanoir, résidence populaire à quelques centaines de mètres du centre de Pessac, nous sommes 5000 résidents, dans 8 tours de 18 étages et 8 bâtiments de 3 étages.

Notre Cité fait tâche à Pessac, banlieue en pleine « gentrification » accélérée ! « Trop de pauvres ! ».

Fortement touchée par le chômage, avec une importante population d'origine immigrée, notre cité est considérée comme une verrue par M. Raynal, le maire de droite qui rêve d'un 2^{ème} mandat. Il nous menace d'un plan de démolition de trois tours, une quatrième devant être réhabilitée et mise à la disposition d'entreprises.

Depuis plusieurs années, notre Amicale des Locataires (CNL) se bat contre ces démolitions annoncées et exige, malgré la surdité du Maire, une réhabilitation et mise aux normes modernes toute la résidence.

Ce sont 500 logements sociaux à loyer abordable que le maire et le bailleur -Domofrance- veulent faire disparaître. 500 familles à expulser pour les reloger on ne sait où. Peut-être à Pessac, mais à quel loyer ? Cela s'ajoute aux ventes des logements des petits bâtiments au privé. Dès que l'un de ces logements se libère de son locataire, le bailleur le vend. 180 sont déjà vendus.

Cela alors que 2000 demandes de logements sociaux sur Pessac sont insatisfaites.

Depuis bien des années, Domofrance, avec la complicité de la Mairie, celle de gauche hier, celle de droite aujourd'hui, a quasi abandonné un véritable entretien des lieux : rien n'a jamais été fait depuis les années 70, pour mettre aux normes phoniques, d'isolation ou d'hygiène. Les escaliers, les ascenseurs, les parties communes sont nettoyés à minima, jamais désinfectés, malgré la bonne volonté des salariés de Domofrance. Pas étonnant que salmonellose, cafards et autres punaises de lit soient fréquents.

Dans ces conditions, la menace du coronavirus, le confinement inquiètent fortement les habitants et les membres de notre Amicale.



Ce qui nous révolte, c'est que le bailleur, prétextant son droit de retrait à cause du virus, n'assure plus qu'un entretien à minima alors que les services de ramassage des déchets réduisent leurs passages. La saleté s'accumule, des déchets s'entassent sur les espaces verts.

Comme pris au piège, dans nos appartements, nous n'abordons les ascenseurs souillés qu'avec crainte, n'ayant ni gants, ni masques. D'autant plus qu'un seul ascenseur fonctionne par immeuble pour 110 familles (le 2^{ème} étant hors service pour plusieurs mois) et pas question d'emprunter les escaliers de secours (pour ceux qui le pourraient) : ce sont de vrais pourrissoirs, rouillés, murs souillés, jamais nettoyés ni repeints.

Nous avons invité deux journalistes de *Sud-Ouest* à venir constater sur place.

Un article est paru avec photos montrant un ascenseur souillé, un tas d'ordure sur une pelouse. Dommage que le journaliste n'ait pas joint la photo de l'escalier pourri !

Sans mettre en rien en cause le travail des salariés de Domofrance, nous exigeons qu'ils soient munis de tout le matériel de protection nécessaire pour que l'entretien soit repris et assuré convenablement. Que le ramassage des ordures soit assuré au mieux. Nous exigeons -ce qui n'a jamais été fait- une véritable désinfection de toutes les parties communes avec le matériel nécessaire.

Sinon, nous le craignons fort, notre cité risque de devenir un lieu de contagion des plus dangereux dans les jours à venir.

Les milliards que gouvernements et patrons sont en train de jeter dans la finance pour tenter d'enrayer la crise économique doivent servir pour la population, pour la lutte contre le virus. Et, cela, en priorité dans les quartiers populaires, les plus exposés.

Gérard Barthélémy



Dans l'aéronautique

Chez Safran « L'économie ne doit pas s'arrêter »

Notre patron a retenu l'essentiel des discours du gouvernement : « *l'économie ne doit pas s'arrêter* ». Et ce sont les patrons des gros groupes les plus féroces pour nous obliger à travailler alors que le gouvernement hypocrite appelle le reste de la population à se responsabiliser.

La morale, les amendes pour les uns ! Et la liberté de faire travailler sur des activités non essentielles face à la crise pour les gros boss !

Ce sentiment est partagé par beaucoup de salariés qui sont en contact par whatsapp.

Nous, syndicats et salariés, avons dû batailler différemment pour que l'établissement ISE de Safran Electrical and Power (SEP ex-Labinal) ferme mardi 17 mars. Beaucoup de questions posées durant cette journée : a-t-on le droit d'exercer notre droit de retrait ? Est-ce que nous délégués, on pose un Danger Grave et Imminent ? On n'a pas beaucoup produit pour le coup !

Des collègues travaillant sur Dassault Argenteuil ont exercé leur droit de retrait des espaces confinés. Les copains de la CGT Dassault de ce site, à 4, ont déposé

un DGI, fait le tour de l'usine pour appeler à la grève pour que la boîte ferme. Sur Dassault Mérignac, déjà, pas mal de camarades de la CGT étaient absents pour garde d'enfants, c'était plus compliqué pour le rapport de forces.

Nos patrons de Safran ont finalement fermé toutes les boîtes du groupe, sous notre pression... pour trois jours et ce, dès le mercredi matin. Tous les collègues travaillant pour les clients sont restés à la maison : Dassault, Airbus, Airbus Helicopter ont fermé les mêmes jours, Sabena a décidé de fermer quinze jours comme Air France, Arianegroup n'a fermé qu'à 13h le mercredi, DFS a continué ses activités.

Des CSE extraordinaires ont lieu par conférence téléphonique tous les jours.

Safran a pondu des « *mesures sanitaires pour reprise d'activité partielle* », à faire respecter dont voici quelques unes : décontaminer, désinfecter, porter des masques dont la médecine du travail nous dit bien de comment nous en passer, du gel hydroalcoolique, nettoyage du poste avant et après prise du poste, respecter la distance d'1 mètre... pas forcément possible dans un cockpit !

Bref, au dernier CSE extraordinaire

d'aujourd'hui, on nous apprend que deux salariés reprendraient aux IEV à Airbus Blagnac (essai en vol, activité super essentielle...). On nous apprend que la décontamination n'aura pas lieu. La médecine du travail couvre et accepte la dérogation aux exigences Safran. Leur argumentation : 72h sans personne dans les locaux d'après les experts scientifiques nationaux, il n'y a pas de risque. Possible, mais, on ne leur fait pas confiance.

Donc, tout se déroule ainsi, il y a des exigences mais comme notre direction n'exige rien du client, ils dérogent.

Alors pourquoi ont-ils besoin des délégués en CSE s'ils ont réponse à tout ? Pour faire croire encore une fois au dialogue social et pour qu'on donne en tant que délégués, notre aval afin que des collègues reprennent.

La CGT pour SEP a adressé un courrier au DRH : y est demandé une validation écrite du directeur et de la médecine du travail s'ils exigent de nous d'aller travailler ; et bien, ils ne veulent pas signer ! Pas étonnant.

D'autres établissements de SEP comme Réault et Vichy ont repris. Les collègues sont furax, mais tous attentistes d'une réaction commune qui ne vient pas pour l'instant, du fait qu'on soit complètement éclatés et livrés à nous-mêmes, même s'il y a des syndicats et whatsapp.

La situation actuelle des salariés de SEP est celle-ci : les trois jours de la semaine dernière sont payés à 100% ; pour cette semaine, certains sont en chômage partiel payés à 70% du brut pour les non cadres, 100% pour les cadres, d'autres sont en télétravail (jusqu'à quand, car sans interlocuteurs dans nos activités, c'est plus compliqué), d'autres en garde d'enfants payés par la CPAM, d'autres en arrêt pour suspicion de covid, d'autres en quarantaine. La direction « propose » aussi, pour ceux qui « veulent » de poser des congés ou RTT plutôt que d'être en chômage partiel.

Macron a raison, c'est la guerre, mais pas contre le virus. C'est la guerre, la lutte de classe exacerbée par la soi-disant lutte contre le virus.

La note qu'on aura à leur faire payer s'allonge et sera bien salée.

Courrier des lecteurs Grande distribution aberrante

J eudi dernier, en revenant de Pessac Bersol, je fus étonné de voir le Jardiland de Villenave d'Ornon ouvert.

De retour chez moi, j'appelle ma pépiniériste se situant à Sainte Eulalie pour lui demander s'il était ouvert. Elle m'a répondu qu'il avait le droit de travailler à l'intérieur mais pas de vendre, et que le Bati Jardi Leclerc situé à 800 mètres de leur établissement était ouvert : une aberration.

La pépinière de Loume, pour ne pas la citer, est une petite entreprise familiale depuis 3 générations qui fait de très bons produits. C'est eux-mêmes qui font leurs semis (tomates, courgettes, melons, fraisiers, géraniums, etc.) pour les vendre par la suite, bref, que du local ; ils ont l'amour de leur travail et que du bon produit qui ne pousse pas à la va-vite dans des serres industrielles bourrées d'engrais.

Alors, pourquoi Leclerc peut vendre les mêmes produits que cette petite entreprise et cette même petite pépinière doit rester fermée à la vente ???

La gendarmerie lui a répondu que Leclerc, c'était du multi service et Jardiland, parce qu'il vendait de la nourriture pour animaux.

Et la petite entreprise ne vend pas de la future nourriture plus saine que les grandes surfaces ?

Une illustration que ce n'est pas l'intérêt alimentaire, ni le travail de toutes petites entreprises qui compte mais les gros profits.

Un camarade Gilet jaune

Sandrine Alarcon

La Poste

Le coronavirus transforme les postiers en héros du quotidien

Le lundi 16 en allant au travail, après les premières annonces de confinement du gouvernement, l'inquiétude des postiers était réelle. Accompagnés par la CGT et SUD, dans de nombreux bureaux, au centre de tri industriel (PIC), les droits de retraits collectifs se sont multipliés en Gironde mais aussi nationalement. Comme dans de nombreuses entreprises, à part l'application des gestes barrières, rien de particulier n'était prévu. Mais la direction nationale et les directions locales, dans la ligne du MEDEF et de Le Maire, ont engagé une contre-offensive. Tout d'abord les postiers, habituellement un « *coût du travail* » pour l'entreprise, sont devenus dans le discours de la direction de véritables héros du service public, indispensables à la nation. Les postiers savent pourtant bien qu'au moins 90% du trafic est constitué de pubs ou de courrier administratif absolument pas essentiels. Parmi les salariés on entend de plus en plus réclamer que le travail postal se concentre uniquement sur le travail utile à la population mais aussi que la logistique de La Poste soit mise au service des besoins sanitaires pour la livraison de masques et de gels à la population par exemple.

Ensuite, localement et nationalement, les directions de La Poste ont mis la pression contre le droit de retrait en annonçant qu'il ne serait pas reconnu ce qui fait craindre des pertes sèches sur la paye.

Aujourd'hui la situation est confuse. A la PIC par exemple, quelques nouvelles mesures ont vu jour en même temps qu'une forte baisse du travail. De nombreux collègues cherchent à avoir un arrêt de travail le plus long possible, sans compter celles et ceux qui ont de jeunes enfants qui sont à l'arrêt. Pour les quelques qui restent, c'est la boule au ventre qu'on va au travail. La pression et les menaces contre le droit de retrait ont pour le moment freiné les droits de retrait collectifs. La multiplication des cas à La Poste et de manière générale l'aggravation de l'épidémie font néanmoins perdurer la colère face à l'injustice et au sentiment des postiers d'être inutilement exposés au risque de contagion et d'être des propagateurs de la maladie.

Correspondant

A voir, à lire, à écouter

Face au virus... quelques lectures utiles !

En ces temps de confinement, il peut sembler difficile de s'y retrouver dans la déferlante d'infos qui parfois servent surtout à justifier l'incurie et la fuite en avant du gouvernement dans la gestion de la crise du coronavirus...

Donc voici quelques liens pour retrouver des informations utiles et ne pas laisser confiner notre critique de cette société !

Covid-19, Chronique d'une émergence annoncée. Le texte d'une conférence faite le 16 mars au Collège de France, par le professeur Sansonetti, chercheur en épidémiologie, qui expose assez simplement les connaissances scientifiques sur le coronavirus et l'épidémie.

<https://laviedesidees.fr/Covid-19-chronique-d-une-emergence-annoncee.html>

Deux textes qui discutent des causes plus profondes de l'origine de l'épidémie en lien avec les ravages que provoquent la mondialisation capitaliste et la crise structurelle du capitalisme :

Capitalovirus de Jean-Marie Harribey, 16 mars 2020,

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/03/16/capitalovirus>

Agrobusiness et épidémie. D'où vient le coronavirus ? Entretien fait le 13 mars avec le biologiste Rob Wallace, qui étudie depuis des années la responsabilité de l'agriculture capitaliste dans l'émergence de nouvelles infections

<https://acta.zone/agrobusiness-epidemie-dou-vient-le-coronavirus-entretien-avec-rob-wallace/>

D'autres textes qui montrent à quel point l'épidémie révèle les conséquences catastrophiques des attaques sur le système de santé et discutent de la nécessité de construire nos propres réponses, collectives et solidaires...

COVID-19 : la vague va s'abattre et « les personnels soignants sont épuisés » avec à la fin une interview du professeur André Grimaldi, de la Pitié-Salpêtrière, en réaction au discours de Macron sur le système hospitalier du 12 mars 2020

alencontre.org/europe/france/france-covid-19-la-vague-sabattre-et-les-personnels-soignants-sont-epuises.html

COVID-19. Pour une socialisation de l'appareil sanitaire de Alain Bihr (18 mars)

<https://alencontre.org/europe/france/covid-19-pour-une-socialisation-de-l-appareil-sanitaire.html>

Face à la pandémie, retournons la stratégie du choc en déferlante de solidarité. L'appel de médecins, soignants et personnalités rendu public le 21 mars

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/210320/face-la-pandemie-retournons-la-strategie-du-choc-en-deferlante-de-solidarite>

Bonne lecture confinée et, à écouter,

La chanson du confinement de la Compagnie Jolie Môme

https://cie-joliemome.org/wp-content/uploads/OnEstLa-V3_01.mp3